

M. GARLAND (Bow-River): Je suis un peu de l'avis de mon honorable ami d'Oxford-Sud (M. Sutherland) relativement à certaines questions qu'il a soulevées. Je crois comme lui que le chômage dans le pays est dû, en grande partie, à ce qu'un grand nombre de ceux qui sont sans travail ne veulent pas travailler sur les fermes. Eh bien, c'est leur affaire, mais je dois dire au ministre que s'il entreprend un grand projet d'immigration dans le but de faire venir des journaliers de fermes au pays, il en arrivera à l'état de choses signalé par mon honorable ami de Calgary (M. Irvine). Je connais très bien mon propre district, et je sais que l'on ne pourrait y employer un aussi grand nombre d'hommes pendant l'hiver que pendant l'été. Il vous faudra donc trouver du travail pendant cette saison d'hiver pour ces gens. Je suis de l'avis de mon honorable ami (M. Irvine) sur ce point, et je désirerais beaucoup que le Gouvernement répondît à sa question, à savoir, s'il assumerait la responsabilité du chômage qui pourrait résulter de cette politique, l'hiver prochain. Je crois que le Gouvernement ferait bien de s'enquérir des causes de l'émigration en dehors du Canada. S'il peut résoudre ce problème et y remédier, il ne sera pas difficile de faire venir des immigrants au pays. Tel est, je crois, le problème réel, sérieux, qui se présente au ministère, à l'heure actuelle. Or, le ministre de l'Immigration, lui-même, lors d'une réunion récente de propriétaires ou de rédacteurs de journaux hebdomadaires, s'exprimait à peu près en ces termes: Il disait que ces dix dernières années, nous avons perdu environ deux millions, en chiffres ronds, de la population du pays, et que, pendant le même laps de temps, l'on avait dépensé vingt millions de dollars, je crois que c'est le chiffre—pour l'immigration. Il a dit aussi que le Gouvernement tenait, qu'il tenait lui-même, à trouver la cause de cette perte. J'avais l'impression que nous, représentants de l'Ouest, nous nous étions efforcés de lui en indiquer les causes; nous croyons que celles-ci sont de caractère économique. Je regrette que nous n'ayons pas réussi à renseigner le ministre, mais j'espère qu'il réfléchira patiemment et sérieusement et se rendra compte des raisons de notre perte de population. Si nous avons gardé la population considérable—de deux millions, je crois—que nous avons perdue, nous jouirions aujourd'hui d'une situation beaucoup plus heureuse dans le pays.

Je déplore la politique d'immigration des enfants, et je désire que le hansard témoi-

gne que j'ai protesté. Je ne crois pas qu'elle soit juste pour le Canada, non plus que pour les enfants eux-mêmes qui viennent au pays. Je demanderais aux honorables députés comment ils aimeraient voir leurs propres enfants au service des personnes inconnues, en pays étranger.

Pour être franc, je dois dire qu'à mon avis, une politique semblable équivaut à la brutalité. Je crains que sur ses fermes où il y a déjà des enfants le malheureux enfant immigré ne soit victime des plus durs passe-droits dans la plupart des cas. J'ai entendu, avec le plus vif plaisir, les observations que l'honorable député de Fort-William et Rivière-à-la-Pluie (M. Manion) a faites sur l'importance de s'occuper de la santé de nos immigrants. Il est parfaitement vrai, ainsi que le ministre vient lui-même d'en faire l'observation, qu'on doit s'enquérir suffisamment de l'histoire de famille des immigrants adultes; mais à quel type d'immigrants ces enfants doivent-ils se rattacher? Ils viennent probablement d'orphelinats ou ils appartiennent à des familles dégénérées, car nul si ce n'est une famille dégénérée, ne voudrait se séparer de ses enfants ou les envoyer travailler, dans un pays lointain. Comment peut-on obtenir des renseignements sur l'histoire de famille d'enfants venant de refuges semblables? Cela n'est guère ou à peu près pas possible. Je dis donc que l'immigration de ces enfants est mauvaise.

Je désire maintenant appeler l'attention du comité sur un extrait du *Manitoba Free Press* du 15 mai, et je le fais, parce que je crois qu'une grave injustice a été commise envers les habitants de pays étrangers par des agents sans scrupule, soit de compagnies de navigation ou de compagnies foncières soit par d'autres gens ayant des rapports avec le Gouvernement.

Voici ce que dit cet extrait:

Prince-Rupert, C.-A., 15 mai.—(Service de la presse canadienne)—Les journaux et les bureaux du Gouvernement reçoivent des protestations de colons de Mascott, Iles-de-la-Reine-Charlotte, arrivés récemment d'Angleterre. Ces colons s'étaient entendus, pour leur passage et leur établissement, avec une compagnie particulière d'Angleterre, mais ils demandent au Gouvernement de les aider à défricher la terre qu'on leur a, disent-ils, représentée comme étant très riche du point de vue agricole, sans leur dire qu'il fallait couper le bois avant de commencer la culture.

Ils prétendent, en outre, qu'on leur avait promis qu'ils trouveraient, dans les scieries, du travail qui leur rapporterait assez pour vivre. On n'a pas commencé ce travail, disent-ils, et l'on ne voit rien qui annonce l'exploitation de ces scieries.

Les actionnaires disent qu'une compagnie de Londres les a invités à acheter des terrains, dans Mascott, pour \$300 chacune, et qu'ils se trouvent maintenant hors d'état soit de cultiver